

Nom de la source	Mardi 5 août 2025
Le Devoir	Le Devoir
Type de source	• p. A7
Presse • Journaux	• 858 mots
Périodicité	
Quotidien	
Couverture géographique	
Provinciale	
Provenance	
Montréal, Québec, Canada	



Donald Trump remplace Vladimir Poutine comme bully énergétique en Europe

Yvan Cliche

L'accord États-Unis–Europe est incohérent avec les ambitions post-invasion de l'Ukraine

L'échéance du 1^{er} août 2025, fixée unilatéralement par Washington, est arrivée à son terme sans qu'aucune entente ait été conclue entre le Canada et les États-Unis concernant les droits de douane sur les exportations canadiennes non couvertes par l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM). Résultat: le Canada se voit désormais imposer des tarifs douaniers qui passent de 25 % à 35 %.

Nos dirigeants politiques ont déclaré qu'ils préféreraient s'abstenir de signer un mauvais accord plutôt que de céder à la précipitation. Et ils ont raison.

À titre de comparaison, le 27 juillet, l'Union européenne (UE) annonçait la conclusion d'un vaste accord commercial avec Washington. Son volet énergétique donne le vertige: les pays de l'UE s'engageraient à acheter pour 750 milliards de dollars américains en énergie provenant des États-Unis d'ici 2028.

Ce réalignement soulève de sérieuses contradictions. La stratégie énergétique

de l'Europe repose sur la diversification des sources d'approvisionnement, pour éviter qu'un fournisseur unique ne puisse faire pression sur elle à des fins politiques. Elle mise aussi sur sa sortie des énergies fossiles, en vue de pouvoir de manière plus autonome à ses besoins en énergies.

L'accord avec les États-Unis contredit ces objectifs. Déjà, l'Europe a triplé ses importations de gaz américain depuis 2021, atteignant 70 milliards de dollars américains en 2024. Elle dépend désormais des États-Unis pour 55 % de ses importations de gaz naturel liquéfié (GNL), un pourcentage qui devrait encore croître à la suite de cette entente, ce qui la rendra encore plus vulnérable.

De la dépendance russe à la dépendance américaine On aurait pourtant pensé que l'Europe serait mieux avisée. Avant l'invasion de l'Ukraine, la Russie fournissait plus de 40 % du gaz consommé par l'Europe. Vladimir Poutine a tenté d'exploiter cette vulnérabilité énergétique pour forcer l'Europe à accepter ses visées expansionnistes.

L'Union européenne en a tiré une leçon. Elle a depuis entrepris une rupture accélérée avec les hydrocarbures russ-

es: fin des importations de charbon et de pétrole, réduction draconienne des achats de gaz, passés de 45 % à moins de 20 % de sa consommation. Avec son ambitieux plan REPowerEU, lancé peu après l'invasion, on vise à éliminer la dépendance au gaz russe d'ici 2027, en misant massivement sur les énergies renouvelables.

Mais depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, ce sont désormais les États-Unis qui exercent des pressions, à peine voilées, pour imposer des achats d'énergie, principalement de GNL, dont ils sont devenus le plus grand exportateur au monde.

Ce gaz liquéfié, transporté par navires, qu'il faut remettre à l'état gazeux une fois à destination, est nettement plus coûteux que celui acheminé par gazoducs depuis la Russie. Cela représente un désavantage majeur pour une Europe qui cherche à réduire sa facture énergétique, bien plus lourde pour ses citoyens et ses entreprises que celle observée en Amérique du Nord.

Le rapport Draghi sur la concurrentialité européenne, publié en 2024, met justement en garde contre le poids excessif de l'énergie sur les coûts de production

industriels et ses effets délétères sur l'économie européenne, ainsi que sur le manque de production locale d'énergie sur le continent, qui dépend trop des importations.

Autre problème de taille de l'entente UE-États-Unis: cette relation énergétique est le fait d'acteurs privés, guidés uniquement par la logique du marché. Aucun gouvernement ne peut imposer aux entreprises l'origine de leurs achats ou la destination de leurs ventes. En clair, les importateurs européens de gaz n'achèteront pas davantage de gaz américain s'ils n'en ont pas besoin ou s'ils peuvent en trouver ailleurs à meilleur prix.

Bref, cette entente, du moins dans sa composante énergétique, apparaît à la fois irréaliste, car elle va à l'encontre des règles du marché, et incohérente avec les ambitions affichées par l'Europe depuis 2022: renforcer son autonomie énergétique dans un secteur encore largement dominé par de grandes puissances qui s'en servent comme outil d'intimidation.

Heureusement, le Canada est en bien meilleure posture que l'Europe sur le plan énergétique. Le pays est un exportateur net d'énergie fossile aux États-Unis, pour des ventes de plus de 150 milliards de dollars américains en 2024. Les Américains ne peuvent se passer de notre pétrole lourd, bien adapté aux besoins des raffineries du Midwest.

L'expansion du pipeline Trans Mountain, terminée en 2024, permet désormais d'acheminer une plus grande quantité de pétrole canadien de l'Alberta vers une zone portuaire en Colombie-Britannique, ce qui ouvre davantage l'accès à des marchés autres que celui des États-

Unis.

Dans ce contexte, nos dirigeants à Ottawa ont raison de continuer de négocier patiemment avec Washington, plutôt que de conclure un accord désavantageux en contradiction avec nos intérêts à long terme.

L'auteur est spécialiste en énergie et fellow au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal.

Nos dirigeants à Ottawa ont raison de continuer de négocier patiemment avec Washington